

## Défi du développement, horizon 2030 : Quelles sont les conséquences économiques, sociales et spatiales d'un pays en pleine explosion démographique ?

En 1940, le Brésil comptait 40 millions d'habitants. En 2005, il en comptera 180 millions et près de 230 millions seraient attendus en 2030. Ce pays a toujours considéré l'espace comme indéfiniment disponible et continue à l'utiliser de façon extensive. Cependant, la concentration urbaine induit de nouvelles manières de gérer l'espace, modifiant les relations sociales et familiales. Le mode de vie urbain implique des changements au niveau de la démographie (transition démographique avancée), du type de logements, des emplois, des modes d'association et de gestion. Cette nouvelle distribution sociale et spatiale reconfigure le Brésil du 21<sup>ème</sup> siècle, qui après avoir occupé son intérieur par des pratiques spatiales extensives, se tourne à présent vers un réaménagement de la zone littorale. **Pour répondre au défi de la mondialisation, de nouvelles territorialités se construisent au débouché des couloirs d'exportation et à l'ombre des grands équipements portuaires et balnéaires.**

Le Brésil apparaît au tournant du 21<sup>ème</sup> siècle comme une grande puissance régionale dans le monde, bien qu'encore marqué par des fragilités profondes dues à l'ampleur des inégalités. Le pays, qui s'est affirmé depuis longtemps comme une grande puissance agricole et minière est aussi devenu un nouveau pays industriel où la part des produits manufacturés représente 70% des exportations. En effet, **le décollage économique a hissé le Brésil parmi les dix premières puissances industrielles du monde, unifiant son espace, qui cesse d'être un archipel et gagne en cohérence et en liaisons territoriales, tandis que son réseau urbain se consolide.** Le projet de développement, largement fondé sur le soutien aux productions nationales, conduit, sur le plan des équilibres internes, et malgré une politique d'aménagement volontariste, à accentuer la concentration spatiale des activités et de la richesse, au bénéfice de **la région de São Paulo. Elle s'affirme comme le principal territoire de développement et représente 53% de la production industrielle nationale en 1985.**

Après l'euphorie des années de croissance du "miracle brésilien", les projets nationaux de développement sont réorientés vers la conquête de "niches" ou créneaux plus étroitement ciblés. Des sauts technologiques sont effectués dans des domaines stratégiques tels que les télécommunications, l'armement (le Brésil devient un important exportateur mondial), ou encore l'aéronautique qui voit l'entreprise Embraer conquérir, à l'exportation, des parts de marchés significatives dans le secteur du transport interrégional ainsi que des avions militaires d'entraînement.

Depuis les années 1990, les secteurs industriels connaissent de grands changements structurels avec le processus de **privatisation** qui atteint d'abord les aciéries et les sociétés pétrolières, puis les sociétés d'électricité urbaine et de transport public, enfin les télécommunications en 1997 qui ont fourni les plus grosses recettes<sup>1</sup>. Au total une soixantaine d'entreprises du service public (62% du secteur de l'énergie et des télécommunications, 29% du secteur de la production et 6% du secteur financier) sont privatisées et les investisseurs étrangers représentent près de la moitié des ressources investies.

Par ailleurs, les grandes firmes brésiliennes déploient des stratégies mondiales d'alliances et de conquête de marchés. Ainsi la Compagnie de la Vallée du Rio Doce, qui a des clients

---

<sup>1</sup> Avec la privatisation, le nombre de connexions téléphoniques fixes (36 millions) et mobiles (26 millions) a quadruplé en trois ans, soit près d'une connexion pour trois habitants.

dans une trentaine de pays, est la plus grande opératrice logistique du pays avec 53% des mouvements portuaires de vrac solide, huit terminaux portuaires, 9300 km de chemin de fer ; elle consomme 4,5% de la production électrique brésilienne. D'autres entreprises comme Petrobras, Embraer, Odebrecht, Ambev... affichent des résultats de même ampleur. Ces grandes entreprises animent également la bourse des valeurs, investissent dans la recherche, aménagent même des territoires, comme celui de la province minière de Carajas.

Un autre grand défi est celui de **l'énergie**. La consommation énergétique est passée de 150 millions de TEP (tonne-équivalent-pétrole) en 1993 à 200 millions en 2002 avec une participation croissante des ressources non renouvelables comme le pétrole et le gaz naturel qui représentent la moitié de la balance énergétique. Cependant, la demande énergétique croît plus vite que l'offre et la crise énergétique qui se profile au début du 21<sup>ème</sup> siècle, à cause d'investissements insuffisants, oblige à relancer les projets d'usines hydroélectriques. Avec 1,5 millions de barils/jour, dont 1,3 provenant de gisements sous-marins, le Brésil est le 12<sup>ème</sup> pays producteur de pétrole et le 6<sup>ème</sup> consommateur. Depuis une dizaine d'années, il subvient aux trois quarts de ses besoins et devrait y pourvoir totalement en 2006. L'usage du gaz naturel ou du biodiesel est présenté comme une alternative à la crise énergétique qui se profile, la grande panne d'avril 2001 ayant constitué un avertissement à la trop grande dépendance hydroélectrique. Déjà en 1975, le Brésil avait répondu au premier choc pétrolier par un "Plan Alcool" visant à substituer l'essence par de l'éthanol extraite de la canne à sucre. Programme qui fonctionne toujours et auquel s'est ajouté celui du biodiesel fabriqué à partir d'huile végétale de soja, ricin (*mamona*) ou palme (*dendê*).

Après le projet "Brésil grande puissance" de l'époque du "miracle" économique, d'autres slogans chercheront, au cours des années 1990, à mobiliser les énergies nationales, en poursuivant le thème de la modernisation (*Avança Brasil* du Président Fernando Henrique Cardoso) et en faisant référence au renouveau du pacte social national (*Brasil de todos* du Président Lula)<sup>2</sup>.

**Contact chercheur :**

Martine Droulers

Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine

Tél : 01 44 39 86 85, mél : [droulers@univ-paris3.fr](mailto:droulers@univ-paris3.fr)

---

<sup>2</sup> Une telle expression fait référence aux mouvements populaires organisés par les syndicats et les communautés ecclésiales de base, à l'origine de la fondation du parti des travailleurs (PT) par l'actuel président Lula lui-même, en 1980.